

## Les rebelles angolais acceptent un règlement politique négocié

Soumis à d'intenses bombardements par l'aviation gouvernementale, notamment dans la zone diamantifère de la province de Lunda Norte et dans l'enclave pétrolière de Cabinda, le mouvement rebelle angolais a accepté hier les conditions politiques d'un règlement négocié.

Dans la capitale zambienne Lusaka, où se poursuivent depuis six mois des pourparlers de paix, le porte-parole de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) a déclaré que son mouvement se satisferait du gouvernement de Huambo, son fief ethnique, et des postes de responsabilité - quatre portefeuilles ministériels, sept postes de vice-ministres, six ambassades... - qui lui ont été proposés pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. « Notre attitude conciliante vise à finaliser rapidement un accord de paix dans l'intérêt du pays », a expliqué Jorge Valentim, ajoutant: « Le temps est venu de prendre de grandes décisions, de décider de notre destin, en tant qu'Angolais, pour le salut de l'Angola. »

Le porte-parole de l'Unita n'a pas précisé si les postes en question étaient les mêmes déjà offerts en mars dernier par le gouvernement et qu'avaient alors refusés les rebelles. Les modalités techniques d'un cessez-le-feu et d'un désengagement militaire ayant déjà été entérinées à Lusaka, le partage négocié du pouvoir politique devrait mettre un terme à la guerre civile qui, après des élections contestées, a repris fin 1992.

S. Sm.

## L'émissaire de l'ONU appelle à un cessez-le-feu au Yémen

Alors que les combats font rage aux portes d'Aden, l'envoyé spécial des Nations unies au Yémen, Lakhdar Brahimi, a appelé hier à un cessez-le-feu immédiat. Chargé d'une mission de bons offices, le diplomate doit rencontrer ce matin à Sanaa le président nordiste Ali Abdallah Saleh.

Les pressions internationales s'intensifient en faveur d'un arrêt de la guerre civile. La Grande-Bretagne a réclamé hier l'ouverture de négociations entre les deux belligérants. L'ancienne puissance coloniale au Sud-Yémen a même apporté son soutien à la position des pétromonarchies. Réunis au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG), l'Arabie saoudite, le Koweït, Bahreïn et Oman avaient implicitement reconnu la sécession du Sud-Yémen.

Indifférente à ces grandes manœuvres diplomatiques, l'armée nordiste continue de progresser vers Aden, la capitale du Sud. Pour la première fois depuis le début des hostilités, la zone du port a été visée. Ces tirs menacent d'entraver la seule voie d'accès à la ville: la mer. Les conditions de vie de la population se détériorent rapidement en raison des pénuries d'eau, dues au bombardement de la station de pompage de Bir Nasser par l'aviation nordiste.

S. Etr.

## Bonn interdit l'exportation des mines antipersonnelles

Réuni hier à Bonn, le Conseil des ministres a interdit pour trois ans l'exportation de mines antipersonnelles. Une décision chère au ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, qui souhaite que tous les pays européens s'associent à ce moratoire pour interdire « cette arme particulièrement cruelle qui tue et mutilé de nombreux civils chaque semaine dans le monde entier ».

Le gouvernement allemand souhaite faire pression pour qu'une réglementation internationale soit adoptée. Bonn a par conséquent limité ce moratoire à trois ans en espérant que, d'ici là, la communauté internationale aura à son tour pris des mesures pour supprimer ce type de mines. Le moratoire ne s'applique cependant pas aux pays alliés de l'Allemagne, membres de l'Otan ou de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), le bras armé de l'Europe, si les mines sont utilisées pour des tests ou pour la formation de militaires.

P. Hu. (Berlin)

## L'HISTOIRE

### Chat innocent

Humphrey a été accusé à tort. Les quatre oisillons sont décédés de mort naturelle dans leur nid, et Humphrey n'a commis aucun des crimes qui lui sont reprochés. Le chat est innocent », a déclaré John Major. Outre qu'on puisse accuser le matou attiré de Downing Street d'un massacre d'une violence inouïe contre un nid de rouges-gorges perché sous les fenêtres de la salle de réunions du cabinet, le Premier ministre britannique a pris personnellement, hier, la défense d'Humphrey. Après la disparition tragique de quatre oisillons du nid de Downing Street, l'animal, un chat de gouttière noir et blanc, était devenu le suspect numéro 1 des journalistes et du personnel. Le félin ne pouvait trouver meilleur défenseur que le Premier ministre: le nid faisait la fierté de John Major. Celui-ci aimait à le montrer à ses hôtes et avait même demandé aux jardiniers de ne pas tailler les bosquets alentour. Il ne s'est pas laissé aller à accuser un coupable tout trouvé, malgré sa tristesse, et, à la sortie d'une réunion électorale, le Premier ministre a définitivement blanchi son matou. Morale: John Major a le cœur plus tendre pour les bestioles que pour les méchants, dont il a jugé fin mai la présence dans les rues « agressive et nuisible » pour le tourisme. Et demandé à la population de les dénoncer à la police.

## LE CHIFFRE

**24,42 m**  
le record du monde de cracher de noyaux de cerises

Le champion du monde de la spécialité est un Américain, a déclaré la toute nouvelle fédération nationale de cracheurs de noyaux de cerises suisse, dont l'objectif est de promouvoir ce sport en organisant des concours dans le cadre de leur fête fédérale, en juillet. Le cracher de noyaux de cerises ne doit pas être confondu avec le cracher de cerises entières: le champion de cette discipline est un Français qui a réussi à atteindre les 10,52 m. Lors d'un concours, chaque concurrent reçoit 5 cerises par série, dont il doit projeter le noyau le plus loin possible, selon le règlement. Et seul le meilleur jet est retenu.

## HAÏTI

# Washington met la pression sur les militaires haïtiens

Clinton menace d'intervenir militairement en Haïti si le général Cédras ne quitte pas le pouvoir.

L'état se resserre autour du général Cédras et du gouvernement du « président provisoire » Emile Jonassaint mis en place le 11 mai à l'instigation des autorités militaires. Trente et un mois après le putsch qui a renversé le président élu Jean-Bertrand Aristide, la Maison Blanche multiplie les signaux d'impatience en vue de provoquer le départ de l'état-major haïtien, menacé d'une intervention directe s'il refuse d'obtempérer.

Bill Clinton devrait ainsi annoncer avant la fin de la semaine un renforcement des sanctions économiques contre la petite république caraïbe, notamment une suspension des liaisons aériennes régulières et de toutes les transactions financières. Selon le ministre des Affaires étrangères du gouvernement haïtien en exil, Mme Claudette Werleigh, la suspension des relations aériennes avec Haïti deviendra effective dans environ deux semaines, le temps pour les résidents étrangers de prendre leurs dispositions.

Le nouveau train de mesures à l'encontre d'Haïti a été défini, vendredi aux Nations unies, par le groupe des pays auto-proclamés « amis d'Haïti » (Etats-Unis, France, Canada, Venezuela), auquel s'était jointe l'Argentine. Selon William Gary, conseiller spécial pour Haïti à la Maison Blanche, d'autres pays s'associeront à ces représailles.

Washington a déjà rallié les 34 pays membres de l'Organisation des Etats américains (OEA), réunis lundi et mardi à Belem (Brésil) en assemblée générale, à une résolution laissant la porte ouverte à une intervention armée, hypothèse qu'à plusieurs reprises Bill Clinton a assuré « ne pas écarter » si aucune issue non violente n'était trouvée à la crise. Ni le Mexique ni le Brésil, traditionnellement méfiants à l'égard de toute ingérence dans les affaires d'un pays tiers,

n'ont exprimé de réserves à la perspective d'un éventuel usage de la force.

L'OEA exhorte en outre ses membres à suspendre eux aussi leurs relations aériennes et financières avec Haïti, et propose un renforcement en effectifs de la Mission technico-militaire des Nations unies (Minuha) qui aurait dû être déployée en Haïti à l'automne dernier, dans le cadre de l'accord dit « de l'île des Gouverneurs ». (Cet accord, qui prévoyait la restauration du président Aristide après la promulgation d'une amnistie suivie du départ à la retraite du général Cédras, avait avorté en raison d'un déchaînement de violence contre les partisans du président déchu.)

De source américaine, la Minuha comporterait plusieurs milliers d'hommes. Elle serait amenée non seulement à « professionnaliser » l'armée haïtienne et à superviser la création d'une force de police autonome, mais également à assurer la sécurité des élus haïtiens et à participer au maintien de l'ordre dans le cas d'un soulèvement populaire.

Washington laisse s'accroître le scénario d'une « intervention chirurgicale » des Etats-Unis pour déloger le général Cédras et le haut commandement haïtien s'ils ne se soumettent pas dans un délai indéterminé. Une opération unilatérale, en l'occurrence, l'OEA s'étant explicitement refusée à s'y associer, tout comme la France qui, par la voix de son ministre Alain Juppé, le 12 mai, a déclaré qu'il « n'est pas question » de participer à une manœuvre de ce type. Mais, instruit par l'expérience somalienne, Bill Clinton passerait aussitôt la main aux Nations unies pour assumer, par le biais de la Minuha, le plus difficile, à savoir encadrer la reconstruction d'un pays ravagé par les effets de l'embargo et paralysé par les haïnes.

Christian LIONET  
(avec Reuter et AFP)

**RWANDA.** Un journaliste français a été blessé hier à Kiga Touché d'une balle à la hanche. Jean-Christophe Klotz, 32 ans, cameraman de l'agence privée de télévision Capa, a été transporté à l'hôpital et devrait être évacué rapidement.

**ITALIE.** L'imam italien Ibrahim El Ghajyesh Abdellatif a été agressé par quatre jeunes. L'ont passé à tabac à Latina, près Rome. Les quatre agresseurs ont été arrêtés pour « violence raciale ».

**EUROPE.** Le Belge Jacques Santkin a boycotté l'ouverture du Conseil des ministres de l'Environnement des Douze, hier, pour protester contre la présence de son collègue italien, Altero Mattei, membre de l'Alliance nationale (néo-fasciste). Elio Di Rupo, ministre belge des Télécommunications, avait récemment protesté contre la présence de son homologue italien Giuseppe Tatarella (Alliance nationale) à Bruxelles.

**ISRAEL.** L'ex-grand rabbi Shlomo Goren a renouvelé menaces de mort contre Arafat hier, avant son arrivée prévue mercredi dans les territoires occupés. « Tuer Yasser Arafat est un commandement religieux pour tout un chat et il n'est pas nécessaire pour ce, le passer en jugement », a-t-il déclaré.

**SUISSE.** La présence du général Pinochet à Lucerne a déclenché un « profond malaise » chez le ministre des Affaires étrangères suisse Flavio Cotti, selon des déclarations publiées hier par le *Luzerner Ne Nachrichten*. Cotti a regretté qu'une interdiction de séjour ne fût actuellement lui être opposée.

**CHINE.** Pékin a ouvert une enquête sur Bao Ge, l'un des principaux dissidents à Sha (est), et a décidé de le maintenir en détention, a-t-on indiqué hier dans un communiqué. La police a officiellement informé sa famille que le dissident avait « violé la loi » et qu'elle était sur son cas, sans autre explication.



**EVACUATION EN COLOMBIE.** Le prêtre d'Irlanda calme les villageois qui devaient être évacués par hélicoptères, mardi. Ce village de la province du Cauca, ainsi que celui de Toez ravagé par un glissement de terrain à la suite d'un séisme, lundi. Une nouvelle secousse tellurique, d'une magnitude de 3,5 sur l'échelle de Richter, a secoué mardi le sud-ouest du pays. Au total, le bilan provisoire s'élève à 250 morts, 500 disparus et au moins 2000 sans-abri.